



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la citoyenneté  
et de la légalité

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale d'une unité de fabrication de vernis**

N° **DCL-BRENV-2022-138-1**

Chapitre unique du titre VIII du livre Ier du code de l'environnement

**Société THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS**

**Siège administratif :**

**SIRET : 77565146600010**

**14 rue Chanay  
71700 Tournus**

**Site d'exploitation :**

**Site « Packaging »  
Rue Maurice Bouvet  
71700 Tournus**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ses titres I et II du livre II et son titre 1<sup>er</sup> du livre V ;

**Vu** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

**Vu** l'arrêté du 02/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 02/10/2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

**Vu** l'arrêté du 25/01/2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 04/10/2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée approuvé par arrêté du 03/12/2015 ;

**Vu** l'arrêté du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4510, 4741 ou 4745 » ;

**Vu** l'arrêté du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511 ;

**Vu** l'arrêté du 14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2662 (Stockage de polymères : matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) ;

**Vu** l'arrêté du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

**Vu** l'arrêté du 20/04/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté du 10/11/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422 » ;

**Vu** l'arrêté du 19/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;

**Vu** l'arrêté du 22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

**Vu** l'arrêté du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques 2915 – Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides) ;

**Vu** l'arrêté du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;

**Vu** l'arrêté du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté préfectoral, délivré en date du 11/01/2021 à la société THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS, de prescriptions relatives à l'exploitation de l'unité Packaging de fabrication de vernis située sur le territoire de la commune de Tournus ;

**Vu** la demande du 14/06/2021, présentée par THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS dont le siège social est situé 14 rue Chanay 71700 Tournus, à l'effet d'obtenir l'autorisation de procéder à l'extension d'une installation de production de vernis située rue Maurice Bouvet 71700 Tournus et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

**Vu** les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en dates du 16/06/2021, 21/09/2021 et 15/10/2021 ;

**Vu** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'avis de l'autorité environnementale en date du 23/09/2021 ;

**Vu** la décision n° E21000081/21 du président du tribunal administratif de Dijon, en date du 11/10/2021, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-294 en date du 21/10/2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours, courants du 08/11/2021 au 10/12/2021 inclus sur le territoire des communes de Tournus, Lacrost, Préty, Le Villars, Plottes, Ozenay, Boyer, Vers et Mancey et des communautés de communes du Mâconnais-Tournugeois et Entre Saône et grosne ;

**Vu** l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

**Vu** la publication en date du 22/10/2021 et 12/11/2021 de cet avis dans deux journaux locaux et le rectificatif publié le 19/11/2021 dans le Journal de Saône-et-Loire ;

**Vu** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** le mémoire transmis par le pétitionnaire le 09/03/2022 en réponse à l'avis du commissaire enquêteur ;

**Vu** les avis émis par les conseils municipaux des communes de Lacrost et Tournus et par la Communauté de communes Maconnais-Tournugeois ;

**Vu** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DCL-BRENV-2022-101-1 du 11/04/2022 portant sursis à statuer sur la demande d'autorisation environnementale susvisée ;

**Vu** le rapport et les propositions en date du 29 avril 2022 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** l'avis en date du 17 mai 2022 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 6 mai 2022 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** la lettre du pétitionnaire en date du 6 mai 2022 renonçant à la possibilité qui lui est offert par l'article R181-40 du code de l'environnement de présenter des observations éventuelles écrites dans un délai de 15 jours à compter de la notification du projet d'arrêté.;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que comporte le présent arrêté assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial en prévoyant des dispositions :

- de nettoyage de l'installation de production permettant d'éviter l'envoi d'effluents souillés dans le réseau communal qui ne satisfaisait pas aux exigences réglementaires pour le transit de tels effluents ;
- relatives au fonctionnement du bassin de rétention des eaux pluviales permettant de garantir la disponibilité du volume requis pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie ;
- relatives aux rejets des eaux pluviales avec :
  - l'ajout de deux séparateurs d'hydrocarbures supplémentaires ;
  - la régulation du débit du rejet des eaux pluviales en sortie du site avant rejet dans le milieu naturel ;

- la prise en compte de valeurs limites de rejet des eaux pluviales dans le milieu naturel permettant de garantir un bon état des eaux ;

et permettant ainsi de prévenir des risques pour l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'expression du public recueillie au cours de l'enquête publique relative à la proximité du site Industrial, classé Seveso seuil bas, et du site Packaging, qui sera également classé Seveso seuil bas avec l'autorisation de l'extension demandée, tous deux exploités par l'entreprise THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS qui a conduit l'inspection des installations classées à proposer que l'exploitant :

- mette en place et anime une commission locale de concertation et d'information pour les sites Industrial et Packaging ;
- mette en œuvre, dans l'exploitation des sites Industrial et Packaging, les dispositions du code de l'environnement normalement applicables aux seuls établissements classés Seveso seuil haut suivantes :
  - un système de gestion de la sécurité conformément aux dispositions de l'arrêt ministériel du 26/05/2014 susvisé ;
  - la révision quinquennale de l'étude de dangers du site ;

et que l'exploitant n'a pas formulé d'opposition à ces projets de prescriptions ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant, qui tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et de l'avis du commissaire-enquêteur, sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, de réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux ;

**CONSIDÉRANT** que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes et que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration et font l'objet d'annexes spécifiques ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **1. PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation**

**THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS** (SIRET 77565146600010), dont le siège social est situé 14, rue Chanay 71700 Tournus, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Tournus, au 1, rue Maurice Bouvet (coordonnées Lambert 93 X = 846 281,00 m et Y = 6 608 025,00), les installations détaillées dans les articles suivants.

### 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2021-11-6 du 11 janvier 2021 sont abrogées à compter de la date de signature du présent arrêté.

### 1.1.3. Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section
Tournus	0116, 0117, 0118, 0328 et 0445	AT

La surface de l'emprise des travaux ou des aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation est de 2 721 m<sup>2</sup>. Ceux-ci se déclinent en différentes tranches :

N° de tranche	Surface de travaux	Dates prévisionnelles de démarrage	Parcelles concernées
0	12 050 m <sup>2</sup>	Site déjà aménagé et autorisé	0116, 0117, 0118, 0328 et 0445
1	14 771 m <sup>2</sup>	15/01/22	0328 et 0445

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 31 745 m<sup>2</sup>.

### 1.1.4. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

A l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicable aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

## 1.2. Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation, à l'exception des prescriptions auxquelles il est dérogé, qui sont explicitement listées dans cet arrêté.

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime <sup>(*)</sup>
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que des polymères	Unités ECODEX et V70 de fabrication de résine	55 000 t/an	A
4130-2	Substances et mélanges liquides de toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation	Zone ZA de stockage vrac de matières premières	38 t	A
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	– zones de stockage vrac de matières premières : Z2, Z5 et ZA ; – zones de production Z4, Z6 et ZD à ZF ; – aire extérieure de stockage de matières premières conditionnées en GRV (Zli) – bâtiment ZS de stockage du laboratoire R&D	410 t (dont 36 t de déchets)	E
1434-1	Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles de liquides inflammables, liquides de point	aire ZI-1 de déchargement de matières premières	30 m <sup>3</sup> /h	DC

	éclair compris entre 60 °C et 93 °C, fiouls lourds et pétroles bruts			
1436-2	Stockage ou emploi de liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C, à l'exception des boissons alcoolisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>– zone Z2 et ZA de stockage vrac de matières premières</li> <li>– aire extérieure de stockage de matières premières conditionnées en GRV (Zli)</li> <li>– bâtiment ZS de stockage du laboratoire R&amp;D</li> </ul>	164 t (dont 5 t de déchets)	DC
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	zone Z1 (magasin) de stockage de matières premières conditionnées	31 t	DC
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de chronique 2	<ul style="list-style-type: none"> <li>– zone Z5 et ZA de stockage vrac de matières premières</li> <li>– zones Z6 et ZD à ZF de production</li> <li>– bâtiment ZS de stockage du laboratoire R&amp;D</li> </ul>	187 t	DC
2910-A-2	Combustion à base de gaz naturel	<ul style="list-style-type: none"> <li>– chaufferie de l'unité ECODEX (2 X 438 kW)</li> <li>– chaufferie de l'unité V70 (2,9 MW)</li> <li>– 2 groupes électrogènes (400 et 650 kW)</li> </ul>	4,5 MW	DC
1978-17	Fabrication de mélanges pour revêtements, de vernis, d'encres et de colle, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 100 t/an	Unités ECODEX et V70 de fabrication de résine	4 500 t	D
2662-3	Stockage de polymères (résines)	– zone ZA de stockage ; cuves R002, R004, R110 et R111 (45 m³ par cuve)	180 m³	D
2915-2	Procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	Unité de production ECODEX – installation de refroidissement utilisant de l'huile minérale de point éclair 130 °C : <ul style="list-style-type: none"> <li>– cuve R115 (vase d'expansion de 2 000 l) ;</li> <li>– cuves de fabrication R105 et R106 (1 000 l par cuve) ;</li> <li>– circuit de refroidissement (3 500 l).</li> </ul>	7,5 m³ d'huile	D
4421-2	Stockage et emploi de peroxydes organiques de type C ou D	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Bâtiment ZM de stockage</li> <li>– Unité ECODEX de production de résine</li> <li>– Laboratoire de R&amp;D</li> </ul>	1,5 t	D

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Elles relèvent également des rubriques loi sur l'eau listées dans le tableau ci-dessous. Les prescriptions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques listées s'appliquent à l'installation, à l'exception des prescriptions auxquelles il est dérogé, qui sont explicitement listées dans cet arrêté :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime <sup>(*)</sup>
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Sondages piézométriques de surveillance des eaux souterraines	5	D

<sup>(\*)</sup> A (autorisation) ou D (Déclaration)

#### 1.2.1. Réglementation Seveso

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est « seuil bas » par règle de cumul tel que défini au point II de l'article R. 511-11 du code de l'environnement relative aux dangers pour l'environnement pour les rubriques 4510, 4511 et 4734.

#### 1.2.2. Réglementation IED

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3410-h relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que des polymères et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF POL (polymères).

Sont également applicables aux activités de l'établissement les documents BREF suivants :

- LVOC : chimie organique ;
- CWW : systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique ;
- EFS : émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac ;
- ENE : efficacité énergétique ;
- ROM : principes généraux de surveillance.

### 1.3. Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

### 1.4. Durée de l'autorisation et cessation d'activité

#### 1.4.1. Cessation d'activité et remise en état

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation et en vue de la remise du site dans son état initial, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R. 512-39-3 une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au 3° du I de l'article R. 515-59. Ce mémoire est fourni par l'exploitant même si cet arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

Si l'installation a été, par rapport à l'état constaté dans le rapport de base figurant dans la demande d'autorisation susvisée, à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines par des substances ou mélanges mentionnés ci-dessus, l'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement.

#### **1.4.2. Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **1.5. Garanties financières**

#### **1.5.1. Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 du présent arrêté et notamment pour la rubrique suivante : 3410-h.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 111 511 € TTC

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 112,1 (paru au JO du 21/05/2021) et un taux de TVA de 19,6.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 6.2 du présent arrêté et correspondant à :

- 118,5 tonnes de déchets dangereux ;
- 13 tonnes de déchets non dangereux ;

et sur une quantité de six tonnes de boues présentes dans les trois séparateurs d'hydrocarbures du site.

#### **1.5.2. Établissement des garanties financières**

Avant la mise en service de l'unité V70 de production de résine et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

### **1.6. Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par le présent arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;



- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **1.7. Objectifs généraux**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement et, en particulier, éviter ou réduire les émissions dues à des dysfonctionnements des équipements, l'exploitant recense les équipements critiques pour lesquels il :
  - établit un programme de fiabilité ;
  - prévoit des systèmes de secours ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **1.8. Consignes**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitation précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;

- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, et les opérations d'entretien menés, doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 3.2.3 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- les reports d'alarme au poste de supervision et/ou au poste de garde prévus ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

### **1.9. Système de management environnemental**

Afin d'améliorer les performances environnementales globales, l'exploitant met en place et respecte un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :

- l'engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
- la définition par la direction d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue de l'installation ;
- la planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, en relation avec la planification financière et l'investissement ;
- la mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
  - organisation et responsabilité ;
  - recrutement, formation, sensibilisation et compétence ;
  - communication ;
  - participation du personnel ;
  - documentation ;
  - contrôle efficace des procédés ;
  - programmes de maintenance ;
  - préparation et réaction aux situations d'urgence ;
  - respect de la législation sur l'environnement ;
- le contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
  - surveillance et mesurage ;
  - mesures correctives et préventives ;
  - tenue de registres ;
  - audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- la revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction ;
- le suivi de la mise au point de technologies plus propres ;
- la prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une unité, dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
- la réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur ;

- l'inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux prévu à l'article 1.10 ci-après ;
- le plan de gestion des odeurs prévu à l'article 2.3 du présent arrêté ;
- le plan de gestion du bruit prévu à l'article 4.1.1 du présent arrêté ;
- le plan de gestion des déchets prévu à l'article 6.1 du présent arrêté.

#### **1.10. Inventaire des effluents aqueux et gazeux**

Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air et la diminution de la consommation d'eau, l'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental prescrit à l'article 1.9, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux qui présente toutes les caractéristiques suivantes :

- les informations sur les procédés de production chimiques, y compris :
  - les équations des réactions chimiques, faisant également apparaître les coproduits ;
  - les schémas simplifiés des procédés indiquant l'origine des émissions ;
  - la description des techniques intégrées au procédé et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source avec indication de leurs performances ;
- les informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :
  - les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
  - les valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, DCO/COT, composés azotés, phosphore, métaux, sels, certains composés organiques) et variabilité de ces valeurs ;
- les données relatives à la biodégradabilité ;
- les informations aussi complètes que possible sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :
  - les valeurs moyennes et variabilité du débit et de la température ;
  - les valeurs moyennes de concentration et de charge des polluants pour les paramètres pertinents (par exemple COV, CO, NO<sub>x</sub>, bisphénol A, hydroquinone) et variabilité de ces valeurs ;
  - l'inflammabilité, limites inférieure et supérieure d'explosivité, réactivité ;
  - la présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

#### **1.11. Efficacité énergétique**

L'exploitant met en œuvre un système de management de l'efficacité énergétique (SM2E) qui intègre, en s'adaptant aux circonstances particulières, la totalité des éléments ci-après :

- l'engagement de la direction générale ;
- la définition par la direction générale d'une politique d'efficacité énergétique pour l'installation ;
- la planification et l'élaboration des objectifs et des cibles ;
- la mise en œuvre des procédures en portant une attention particulière aux points suivants :
  - la structure et la responsabilité ;
  - la formation, la sensibilisation et la compétence ;
  - la communication ;
  - l'implication des employés ;
  - la documentation ;
  - l'efficacité du contrôle des procédés ;
  - la maintenance ;
  - la préparation aux situations d'urgence et les moyens d'action ;
  - le maintien de la conformité avec la législation et les accords ;
- l'analyse comparative comprenant :
  - l'identification et l'évaluation des indicateurs d'efficacité énergétique au fil du temps ;

- la réalisation de comparaisons systématiques et régulières par rapport à des référentiels sectoriels, nationaux ou régionaux ;
- la vérification des performances et mesures correctives en accordant une attention particulière aux points suivants :
  - la surveillance et les mesures ;
  - les actions correctives et préventives ;
  - le maintien d'enregistrements ;
  - la réalisation d'audits internes indépendants (si possible) ;
- la révision du SM2E par la direction générale pour vérifier qu'il reste adapté, adéquat et efficace ;
- la prise en compte lors de la conception d'une installation, de l'incidence environnementale de son démantèlement en fin de vie ;
- le développement de technologies d'efficacité énergétique, et le suivi des progrès en matière de techniques d'efficacité énergétique.

Par ailleurs, l'exploitant :

- publie à intervalles réguliers, si possible avec une validation externe, un relevé d'efficacité énergétique décrivant tous les aspects environnementaux importants de l'installation et permettant une comparaison annuelle avec les objectifs et les cibles en matière d'efficacité énergétique et avec les référentiels sectoriels ;
- fait procéder à l'examen et à la validation par un organisme de certification accrédité ou par un vérificateur externe du SM2E et de sa procédure d'audit.

Le cas échéant, l'exploitant inclut le SM2E dans le champ d'une certification EN ISO 14001 de son établissement.

### **1.12. Commission locale de concertation et d'information**

En concertation avec la mairie de Tournus, l'exploitant réunit au moins une fois par an une commission locale de concertation et d'information commune aux sites Industrial et Packaging.

Cette commission comprend, a minima, des représentants de la municipalité de Tournus, des représentants d'associations de riverains ou environnementales. Le choix des membres de cette commission est effectué en concertation avec la mairie de Tournus.

Les services de l'État sont présents en tant que de besoin.

La liste nominative des représentants de la commission est constituée et transmise pour information à la préfecture, par l'exploitant.

Cette commission a pour objectif de :

- fournir au public situé dans l'environnement proche des deux sites une information en matière de sécurité et de suivi de l'impact des activités sur le voisinage et l'environnement ;
- permettre un échange entre le public situé dans l'environnement proche des deux sites et l'exploitant sur les enjeux liés à l'exploitation de chacun des sites et à leur environnement.

L'exploitant présente notamment à cette commission l'ensemble des résultats du suivi environnemental lié à l'activité du site.

L'exploitant est en charge de rédiger les projets de comptes-rendus des réunions de la commission, soumis à la vérification des participants.

## **2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après

déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), et le cas échéant rapportés à une teneur en oxygène de référence.

## 2.1 Conception des installations

### 2.1.1 Dispositions générales

I. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

II. Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, et sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

III. Les installations de traitement, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### 2.1.2 Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit n° 1	Aspiration à la source sur trémies de chargement (hall ZB)	-	-	Dépoussiéreur à décolmatage automatique et filtre à manches
Conduit n° 2	Aspiration à la source sur trémies de chargement (hall Z6)	-	-	Dépoussiéreur à décolmatage automatique et filtre à manches
Conduit n° 3	Chaufferie unité V70	2 560 kW	Gaz naturel	Rendement énergétique supérieur à 90 % Contrôle triennale de l'efficacité énergétique
Conduit n° 4	Stockage vrac de matières premières (Z2) et cuves de l'unité de production (Z6)	-	-	Traitement des COV par tour de lavage des gaz
Conduit n° 5*	Chaufferie unité ECODEX	876 kW (2x438 kW)	Gaz naturel	Rendement énergétique supérieur à 90 % Contrôle triennale de l'efficacité énergétique
Conduit n° 6*	Groupe électrogène du local utilité de l'unité ECODEX	400 kW	Gasoil	Dispositif de secours (fonctionnement inférieur à 500 h/an)
Conduit n° 7*	Groupe électrogène du local utilité de l'unité V70	650 kW	Gasoil	Dispositif de secours (fonctionnement inférieur à 500 h/an)

\* : point de rejet identifié mais non réglementé par le présent arrêté.

### 2.1.3 Conditions générales de rejet

Hauteur	Diamètre	Débit nominal	Vitesse minimale	Observation
---------	----------	---------------	------------------	-------------

	(m)	(m)	(Nm <sup>3</sup> /h)	d'éjection (m/s)	
Conduit n° 1	5	0,3	2800	8	
Conduit n° 2	5	0,3	2800	8	
Conduit n° 3	14	0,5	3030	5	Hauteur de cheminée dérogatoire (voir article 7.3)
Conduit n° 4	14	0,2	565	5	

## 2.2 Limitation des rejets

### 2.2.1 *Dispositions générales*

I. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

II. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

III. Le brûlage à l'air libre est interdit.

### 2.2.2 *Dispositions spécifiques*

Afin de réduire la charge de polluants du flux d'effluents gazeux faisant l'objet d'un traitement final, et pour garantir une utilisation plus efficace des ressources, l'exploitant met en œuvre au niveau des effluents gazeux :

- une récupération et utilisation de solvants organiques et de matières premières organiques n'ayant pas réagi ;
- des techniques visant à réduire l'entraînement des solides ou des liquides.

Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de composés organiques, l'exploitant met en œuvre une épuration par voie humide des rejets atmosphériques susceptibles de contenir des composés organiques.

Afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières, l'exploitant met en œuvre un traitement par filtre à manche des rejets atmosphériques susceptibles de contenir des poussières.

### 2.2.3 *Valeurs limites en concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites en flux de polluants rejetés pour les émissions canalisées*

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 1 – aspiration hall ZB	
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux kg/h

Poussières, y compris particules fines	-	100	0,22
Particules fines – PM <sub>10</sub>	-	40	-
Particules fines – PM <sub>2,5</sub>	-	25	-

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 2 – aspiration hall Z6	
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux kg/h
Poussières, y compris particules fines	-	100	0,22
Particules fines – PM <sub>10</sub>	-	40	-
Particules fines – PM <sub>2,5</sub>	-	25	-

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 3 – Chauffage unité V70		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux	
			kg/h	kg/j
CO	630-08-0	100	0,25	6
NO <sub>x</sub>	-	100	0,25	6

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 %.

Paramètre	Code CAS	Conduit n° 4 – Tour de lavage des gaz		
		Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux	
			g/h	t/an
COV non méthaniques	-	110	50	2,6

L'exploitant n'utilise pas de composés organiques volatils visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

#### 2.2.4 Émissions diffuses

Le flux annuel d'émissions diffuses de composés organiques volatils non méthaniques ne dépasse pas 3 % de la consommation annuelle de solvant.

L'exploitant met en œuvre :

1. un programme d'évaluation et de mesure des émissions et pertes diffuses afin de classer les composés par type, conditions d'exploitation et procédé, en vue de déterminer ceux qui sont les plus susceptibles de donner lieu à des pertes fugitives ;
2. un programme de surveillance – détection des fuites et de maintenance des équipements et de réparation des fuites qui s'appuie sur le programme prévu au point 1 ci-avant. L'exploitant peut établir un zonage des équipements à risques afin d'optimiser sa surveillance et sa maintenance.

### 2.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions d'odeurs, l'exploitant établit, met à jour et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental prescrit à l'article 1.9 du présent arrêté, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des odeurs ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à identifier la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou à estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.



Le cas échéant, la surveillance des émissions d'odeurs provenant de sources pertinentes est réalisée conformément aux normes européennes et en particulier la norme EN 13725-2003.

En cas de nuisances, le préfet peut demander la réalisation d'une étude de dispersion. Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspection des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.

## 2.4 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

### 2.4.1 Dispositions générales

I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

II. Sauf disposition contraire, les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur précisées dans un avis publié au Journal officiel.

III. Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

IV. Outre les mesures réalisées sous la responsabilité de l'exploitant, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation de contrôles inopinés portant sur les rejets atmosphériques réalisés par un organisme tiers soumis à son approbation. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées et à l'exploitant. Tous les frais occasionnés à cette fin sont supportés par l'exploitant.

### 2.4.2 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

I. L'exploitant assure une surveillance du rejet 1 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure	Fréquence de transmission	Observation
Débit nominal	mensuelle*	/	annuelle	/
Vitesse d'éjection	mensuelle*	/	annuelle	/
Poussières	mensuelle*	norme NF EN 13284-1	annuelle	/
PM <sub>10</sub>	semestrielle*	norme EN ISO 23210:2009	annuelle	/
PM <sub>2,5</sub>	semestrielle*	norme EN ISO 23210:2009	annuelle	/
Bisphénol A	annuelle	/	annuelle	Mesure pour information

\* : annuelle sur démonstration de la stabilité des niveaux d'émission en poussières sur au moins une année de mesures.

II. L'exploitant assure une surveillance du rejet 2 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Méthodes de mesure	Fréquence de transmission	Observation
Débit nominal	mensuelle*	/	annuelle	/
Vitesse d'éjection	mensuelle*	/	annuelle	/
Poussières	mensuelle*	norme NF EN 13284-1	annuelle	/
PM <sub>10</sub>	semestrielle*	norme EN ISO 23210:2009	annuelle	/
PM <sub>2,5</sub>	semestrielle*	norme EN ISO 23210:2009	annuelle	/
Hydroquinone	annuelle	/	annuelle	Mesure pour information

\* : annuelle sur démonstration de la stabilité des niveaux d'émission en poussières sur au moins une année de mesures.

III. L'exploitant assure une surveillance du rejet 3 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence de surveillance	Fréquence de transmission	Observation
-----------	---------------------------	---------------------------	-------------

Débit nominal	triennale	/	Tenu à disposition de l'inspection des installations classées sur au moins deux campagnes de contrôle
Vitesse d'éjection			
O <sub>2</sub>			
NO <sub>x</sub>			
CO			

IV. L'exploitant assure une surveillance du rejet 4 dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence	Fréquence de transmission	Observation
Débit nominal	annuelle	annuelle	Conformité du rejet avec l'hypothèse retenue dans l'analyse du risque sanitaire du dossier de demande d'autorisation
Vitesse d'éjection			
COV non méthaniques			
Méthyl méthacrylate 10 PPM MEHQ	annuelle	annuelle	
Butylglycol	annuelle	annuelle	

#### 2.4.3 Surveillance des émissions diffuses

L'exploitant assure une surveillance des émissions diffuses en :

1. mettant en œuvre un programme d'évaluation et de mesure des émissions et pertes diffuses afin de classer les composés par type, conditions d'exploitation et procédé, en vue de déterminer ceux qui sont les plus susceptibles de donner lieu à des pertes fugitives ;
2. mettant en place un programme préventif de surveillance – détection des fuites et de maintenance des équipements et de réparation des fuites qui s'appuie sur le programme prévu au point 1 ci-avant. L'exploitant peut établir un zonage des équipements à risques afin d'optimiser sa surveillance et sa maintenance ;
3. surveillant périodiquement les émissions atmosphériques diffuses de COV en provenance des sources pertinentes au moyen d'une combinaison appropriée des techniques suivantes :
  - méthodes par reniflage (par exemple au moyen d'instruments portables conformément à la norme EN 15446), associées à des courbes de corrélation pour les équipements clés ;
  - méthodes de détection des gaz par imagerie optique ;
  - calcul des émissions sur la base des facteurs d'émission, validé une fois tous les cinq ans par des mesures. Le cas échéant, la première mesure de validation est réalisée dans l'année qui suit la mise en service de l'unité V70.

L'exploitant établit, sur la base de cette démarche un zonage des équipements à risques et en optimise, en conséquence, leur maintenance.

#### 2.4.4 Surveillance des émissions par bilan

L'exploitant établit le bilan des émissions suivantes :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COV non méthaniques	Plan de gestion de solvant	Annuelle

#### 2.4.5 Mesures « comparatives »

Dans le cas de mesures d'autosurveillance des rejets, réalisées par des laboratoires non agréés, l'exactitude des mesures est régulièrement évaluée par leur comparaison avec des mesures réalisées par un laboratoire disposant, pour les paramètres concernés, de l'agrément du ministère en charge de l'environnement, ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé de l'accréditation pour les prélèvements et analyses dans l'air.

### 2.1 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,

- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### 3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

#### 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

##### 3.1.1 *Origine et réglementation des approvisionnements en eau*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau et favoriser le recyclage.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

L'alimentation en eau de l'unité de production V70 dispose d'un compteur de consommation d'eau spécifique permettant de distinguer la consommation liée à cette seule unité.

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement	Prélèvement maximal (période normale)		
				Moyen journalier (m³/j)	Maximum journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Réseau public d'eau potable	Tournus	DR1807A	X : 846 285 m Y : 6 608 104 m	140	170	50 000

La superficie des toitures, aires de stockage, voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisables est de : 14 771 m².

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 7 l/s/ha, soit 80,65 m³/h.

### *3.1.2 Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

## **3.2 Conception et gestion des réseaux, des ouvrages de traitement et des points de rejet**

### *3.2.1 Plan des réseaux*

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bâc de disconnexion, implantation des disconnexeurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

### *3.2.2 Entretien et surveillance*

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

### *3.2.3 Isolement avec les milieux*

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

### *3.2.4 Collecte des effluents*

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultantes du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### 3.2.5 Gestion des ouvrages de traitement : conception et dysfonctionnement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

### 3.2.6 Entretien et conduite des installations de traitement

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2.7 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux pluviales ;
- eaux vannes ;
- eaux industrielles limitées aux seules eaux de régénération des unités de déminéralisation, de refroidissement des pompes à vide et de purges de chaudières.

Les eaux de nettoyage du réacteur de l'unité V70 sont traitées en tant que déchets. Leur rejet dans les réseaux est interdit.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre ICPE	Nom	Rejet n°1	Rejet n°2	Rejet n°3	Rejet n°4
	Coordonnées en Lambert 93	X : 846 334 m Y : 6 607 873 m	X : 846 362 Y : 6 608 152	X : 846 292 m Y : 6 608 099 m	X : 846 295 m Y : 6 608 108 m
Nature des effluents		Eaux pluviales	Eaux pluviales	Eaux industrielles	Eaux vannes
Réseau de collecte et		– réseau d'eaux	– réseau d'eaux	– réseau d'eaux	réseau d'eaux

traitement si existant		pluviales – séparateur d'hydrocar- bures – bassin de confinement et écrêtement	pluviales – séparateur d'hydrocar- bures	industrielles (neutralisation acido-basique des eaux issues de la régénération des chaînes de démi- néralisation et eaux de purges des chaudières)	vannes
Type de rejet en sortie de site		/	Rejet canalisé vers une station d'épuration		
Pour un rejet canalisé vers une station d'épuration communale	Code station	/	060971543001		
	Nom station	/	/		
	Commune station	/	Tournus		
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRDR11739 (ruisseau de la Dolive)	FRDR1807A		
	Nom masse d'eau	Ruisseau des Joncs puis de la Dolive	Saône de la confluence avec le Doubs à Villefranche-sur-Saône		
	Coordonnée en Lambert 93 (au point de contact avec le cours d'eau)	X : 846 445 Y : 6 607 786	X : 847 103 m Y : 6 607 463 m		
	QMNA5 (L/s)	1,3	72000		

### 3.2.8 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les points de prélèvement sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Les dispositifs de rejet du point de rejet n°1 sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Pour les rejets aux points n° 2, 3 et 4, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

## 3.3 Valeurs limites d'émission et surveillance des rejets

### 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Pour les points de rejet référencés n° 1 et 2 :

- température maximale : 30 °C ;
- $5,5 < \text{pH} < 8,5$ .

Pour le point de rejet référencé n° 1 :

- débit maximal journalier : 1 936 m<sup>3</sup>/j ;
- débit maximum horaire : 80,65 m<sup>3</sup>/h.

Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1	Rejet n° 2	Rejet n° 1 et 2	
		Concentration journalière maximale (mg/l)	Concentration journalière maximale (mg/l)	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Matières en suspension	1305	35	35	Suivant programme de surveillance arrêté par l'exploitant	Maintenu à la disposition de l'inspection des installations classées
DCO	1314	30	125		
DBO <sub>5</sub>	1313	6	30		
Hydrocarbures totaux	7009	0,1	5		

Pour le point de rejet référencé n° 3 :

- température maximale : 30 °C ;
- $5,5 < \text{pH} < 8,5$  ;
- débit maximal journalier : 25 m<sup>3</sup>/j.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration journalière moyenne (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Température	1301	/	/	continue	Données tenues à la disposition de l'inspection des installations classées
pH	1302	/	/	continue	
Débit moyen journalier	1421	/	/	annuelle	annuelle
Matières en suspension	1305	600	13,8		

DCO	1314	2000	46
DBO <sub>5</sub>	1313	800	18,4
Hydrocarbures totaux	7009	5	0,115
Azote global	1551	150	3,45
Phosphore total	1350	50	1,15
Cadmium et ses composés* (en Cd)	1388	0,05	0,012
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,025	0,0006
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,025	0,0006
Mercure et ses composés* (en Hg)	1387	0,02	0,0005
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,05	0,012
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,05	0,012
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,05	0,012
Sulfates	1338	2000	46
Sulfites	1086	20	0,46
Ions fluorures (en F)	7073	30	0,69
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8	0,018

\* : substances visées par des objectifs de suppression des émissions. Dès lors que ces substances sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée et l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites moyennes de concentration.

### 3.4 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols

#### 3.4.1 *Dispositions générales*

L'exploitant prend toute disposition nécessaire pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.).

#### 3.4.2 *Implantation des ouvrages et contrôle des eaux souterraines*

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollu-



tion par leurs intermédiaires. Tout déplacement de forage, ou création d'un nouveau forage, est porté à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du sous-sol, auprès du service géologique régional du BRGM. Il reçoit en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m·NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

### 3.4.3 Surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Point de mesure	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage (m)
PZ 1	004DDRR	aval	FRDG503	25,70
PZ 5	004DDRW	amont	FRDG503	24,00
PZ 6	004DDRY	aval	FRDG503	24,65
PZ 7	004DDRQ	aval	FRDG503	26,25
PZ 8	004DDRV	amont	FRDG503	24,45

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe III.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions précisées à l'annexe IV.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

### 3.4.4 Surveillance des sols

L'exploitant réalise une surveillance des sols sur les points référencés dans le rapport de base joint au dossier de demande d'autorisation environnemental susvisé (pièce jointe n° 61) ou, en cas d'impossibilité technique, sur des points dont la représentativité est démontrée équivalente.

Le programme de surveillance (point de prélèvement, profondeur, nombre d'échantillon par sondage et paramètres d'analyses) est calé sur les investigations conduites dans le cadre de l'élaboration du rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans à minima. L'année de référence pour la mise en œuvre de cette périodicité est celle de l'établissement du rapport de base, soit l'année 2021.

L'exploitant réalise une synthèse des résultats obtenus au regard de la situation initiale.

#### **3.4.5 Transmission des résultats**

##### **3.4.5.1 Eaux souterraines**

À l'issue de chaque année de surveillance, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, les résultats des analyses effectuées en période de basse et haute eaux, accompagnés de l'indication des niveaux piézométriques relevés, ainsi que de tous les commentaires utiles à leur compréhension notamment si des anomalies sont observées.

Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés.

En cas d'évolution défavorable des résultats enregistrés, l'exploitant propose un mode de traitement adapté pour y remédier.

Le rapport de ces campagnes de mesures doit reprendre l'historique des mesures antérieures pour chaque paramètre et chaque piézomètre, sous forme de graphique par exemple, permettant de suivre les évolutions.

##### **3.4.5.2 Sols**

Les résultats des analyses pratiquées sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, après chaque campagne décennale, accompagnés de tous les commentaires utiles à leur compréhension notamment si des anomalies sont observées.

Ils sont accompagnés d'un bilan récapitulatif de l'ensemble des résultats recueillis, concluant vis-à-vis de l'évolution des relevés.

En cas d'évolution défavorable des résultats enregistrés, pouvant avoir un impact sur les eaux souterraines, l'exploitant propose un mode de traitement adapté pour y remédier.

Le rapport de ces campagnes de mesures doit reprendre l'historique des mesures antérieures pour chaque paramètre et chaque zone de prélèvement, sous forme de graphique par exemple, permettant de suivre les évolutions.

### **3.5 Dispositions spécifiques sécheresse**

L'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils suivants :

- seuil de vigilance ;
- seuil d'alerte ;
- seuil d'alerte renforcée ;
- seuil de crise ;

définis dans l'arrêté préfectoral cadre définissant pour la zone des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

La levée des mesures spécifiques imposées par le présent arrêté, est effective pour un épisode donné de sécheresse, lors de la publication de l'arrêté préfectoral levant les mesures de restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire.

#### **3.5.1 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

Dans un délai de six mois à compter de la notification à l'exploitant du présent arrêté, l'exploitant élabore une procédure « sécheresse », tenue à la disposition de l'inspection des installations clas-

sées et dans laquelle il explicite les différentes mesures mises en place (complétant celles définies au travers du présent arrêté), pour réduire les prélèvements et la consommation d'eau ainsi que pour limiter les rejets polluants et pour renforcer leur surveillance, et ce, à chaque niveau de restriction des usages de l'eau.

Par ailleurs, l'exploitant tient à jour un dossier justifiant du respect des dispositions présentées au sein du tableau de l'article 3.5.2. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique comportant les éléments justificatifs des économies d'eau réalisées avec les mesures temporaires et pérennes mises en place sur la base de l'étude prescrite à l'article 3.5.4.

### 3.5.2 Adaptation des prescriptions sur les prélèvements et consommation d'eau en cas de sécheresse

Lors du dépassement des seuils de vigilance, alerte, alerte renforcée et crise, constaté par arrêté préfectoral, l'exploitant met en œuvre les mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral portant restriction d'usage de l'eau, ainsi que les mesures spécifiques suivantes :

		Disposition à mettre en œuvre			
		Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
<b>Sensibilisation</b>		Le personnel est informé du seuil sécheresse et est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.			
	/		Des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.		
<b>Action de réduction des prélèvements ou consommations</b>			<ul style="list-style-type: none"> <li>– Un renforcement du suivi des consommations est mis en place (par exemple passage à 2 fois par jour).</li> <li>– L'exploitant intègre, dans son processus de suivi des consommations d'eau, un suivi des dispositifs d'alerte à sa disposition en vue de se tenir régulièrement informé de l'évolution de la criticité des seuils de sécheresse.</li> </ul>		
	/		<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'arrosage des pelouses ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers...) sauf pour raisons de sécurité et de salubrité.</li> <li>– Les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.</li> <li>– Les tests à l'eau (essais périodiques de défense contre l'incendie, tests d'étanchéité, etc.) sont limités aux conditions l'exigeant réglementairement, ou pour des raisons de sécurité.</li> <li>– Les économies d'eau réalisées à la suite de la mise en place des différentes mesures sont enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</li> </ul>		
	/		L'exploitant étudie des modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau, sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité.		

	/	Le préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, interdire des prélèvements d'eau mis en œuvre par l'exploitant.
--	---	---

Les prélèvements d'eau liés à la lutte contre un incendie ou à la mise en sécurité des installations du site nécessitant d'être arrêtées ne sont pas concernées par les dispositions précédentes.

### 3.5.3 Adaptation quantitative des prélèvements et consommations en cas de sécheresse

Selon le niveau de restriction des usages de l'eau dans lequel la zone hydrographique concernée est placée, en application de l'arrêté préfectoral cadre portant sur les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département de Saône-et-Loire, l'exploitant réduit ses prélèvements journaliers conformément aux limites suivantes :

Origine de la ressource	Masse d'eau concernée	Prélèvement journalier maximum selon le niveau de vigilance (m³/j)		
		Alerte	Alerte renforcée	Crise
Réseau public	Saône de la confluence avec le Doubs à Villefranche-sur-Saône	126	112	98

### 3.5.4 Diagnostic des consommations et étude technico-économique de réduction

L'exploitant établit un diagnostic détaillé des consommations d'eau des procédés industriels et des autres usages sur le site (usages domestiques, arrosages, lavages, recherche et développement...).

Ce diagnostic ci-dessus comprend :

- les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment : type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;
- les quantités d'eau indispensables aux procédés industriels ;
- les quantités d'eau nécessaires aux procédés industriels, mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;
- les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des procédés industriels et parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;
- les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;
- toutes dispositions supplémentaires temporairement applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique.

L'exploitant réalise une étude technico-économique sur les solutions possibles de réduction des consommations d'eau sur le réseau de distribution et/ou des rejets aqueux dans le milieu naturel ou en station d'épuration externe. Ces réductions peuvent être pérennes ou temporaire lors des épisodes de sécheresse, avec graduation en fonction du niveau d'alerte.

L'étude technico-économique étudie la mise en place d'actions d'économie d'eau, notamment par la suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par le

recyclage de l'eau, par la modification de certains modes opératoires ou encore par la réduction des activités ; doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique (y compris des limitations impliquant une baisse notable de la production).

L'exploitant doit démontrer que les besoins en eau sont ou seront réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Les actions de gestion des consommations d'eau sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique.

Le diagnostic et l'étude technico-économique sont réalisés et transmis, au plus tard six mois après le démarrage de l'unité V70, à l'inspection des installations classées.

## **4 PROTECTION DU CADRE DE VIE**

### **4.1 Limitation des niveaux de bruit**

#### **4.1.1 Plan de gestion du bruit**

L'exploitant établit et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental prescrit à l'article 1.9 du présent arrêté, un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier ;
- un protocole de surveillance du bruit ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence ;
- un programme de prévention et de réduction du bruit visant à identifier la (les) source(s), à mesurer / évaluer l'exposition au bruit, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

#### **4.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation**

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>
Points de mesure 1, 2, 3 et 4	70 dB(A)	60 dB(A)

#### **4.1.3 Valeurs limites d'émergence**

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

<b>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés</b>	<b>Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés</b>
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### **4.1.4 Mesures périodiques des niveaux sonores**

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 3 ans.

Les points de mesure en limite de propriété et en zones à émergence réglementée sont définis sur le plan en annexe.

#### **4.1.5 Bruits à tonalité marquée**

Le bruit émis par le groupe moto-pompe du système d'extinction automatique d'incendie étant à tonalité marquée, sa durée d'apparition hebdomadaire n'excède pas 30 minutes (durée d'un test de bon fonctionnement).

#### **4.2 Limitation des émissions lumineuses**

L'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

- l'éclairage est dirigé, autant que possible, vers le sol, pour éviter les impacts à l'extérieur du site ;
- les bâtiments sont conçus de manière à utiliser autant que possible la lumière naturelle et donc afin de réduire les besoins d'éclairage artificiel ;
- l'éclairage d'appoint est limité au strictement nécessaire pendant la nuit ;
- la maintenance des équipements est effectuée autant que possible pendant la journée, de manière à réduire l'emploi de l'éclairage pendant la nuit.

## **5 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### **5.1 Politique de prévention des risques, gestion de la sécurité**

#### **5.1.1 Politique de prévention des risques majeurs**

L'exploitant élabore et tient à disposition de l'inspection des installations classées le document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs telles que définie à l'article L. 515-33 du code de l'environnement.

Cette politique est mise à jour et réexaminée périodiquement.

#### **5.1.2 Réexamen quinquennal de l'étude de dangers**

L'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire, et ce, conformément aux dispositions en vigueur pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (établissements classés Seveso seuil haut), en l'occurrence celles de l'article R. 515-98 du code de l'environnement à la signature du présent arrêté.

Ce réexamen est conduit conformément aux dispositions de l'avis de la direction générale de la prévention des risques du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ou tout autre avis, note, circulaire, courrier de substitution, du ministère chargé des installations classées, en vigueur pour les établissements classés Seveso seuil haut.

Lors de ce réexamen, l'exploitant recense, conformément aux dispositions de l'article R. 515-98 du code de l'environnement, les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site.

La notice de réexamen de l'étude de dangers, la synthèse du recensement des technologies et, le cas échéant, l'étude de dangers révisée sont transmis, sans délai, au préfet. Le premier réexamen est réalisé au plus tard dans un délai de 5 ans après la notification du présent arrêté.

#### **5.1.3 Système de gestion de la sécurité**

L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité selon les dispositions en vigueur pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité et la santé des populations voisines et pour l'environnement (établissements classés Seveso seuil haut), en l'occurrence celles des articles L. 515-40 et R. 515-99 du code de l'environnement à la signature du présent arrêté.

Le système de gestion de la sécurité est établi conformément aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ou tout autre réglementation française de substitution en vigueur pour les établissements classés Seveso seuil haut.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents composant le système de gestion de la sécurité.

## **5.2 Conception des installations**

### **5.2.1 Dispositions constructives et comportement au feu**

Voir annexe I (titre 10)

### **5.2.2 Désenfumage**

Voir annexe I (titre 10)

### **5.2.3 Organisation des stockages**

Voir annexe I (titre 10)

### **5.2.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

Voir annexe I (titre 10)

### **5.2.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

#### **5.2.5.1 Dispositions générales**

Voir annexe I (titre 10)

#### **5.2.5.2 Dispositions spécifiques à certains produits**

Voir annexe I (titre 10)

#### **5.2.5.3 Dispositions spécifiques aux réservoirs**

Voir annexe I (titre 10)

#### **5.2.5.4 Tuyauteries**

Voir annexe I (titre 10)

#### **5.2.5.5 Aires de chargement et de déchargement – transport de produits dangereux**

Voir annexe I (titre 10)

#### **5.2.5.6 Recueil des eaux et écoulements pollués et confinement des eaux d'extinction incendie**

Voir annexe I (titre 10)

## **5.3 Dispositifs et mesures de prévention des accidents**

### **5.3.1 Localisation des risques**

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.3.2 Matériels utilisables en atmosphère explosive

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.3.3 Installations électriques

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.3.4 Dispositions générales

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.3.5 Domaine de fonctionnement sûr des procédés

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.3.6 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.3.7 Événements, parois soufflables et disques de ruptures

Voir annexe I (titre 10)

### 5.4 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

#### 5.4.1 Plan d'opération interne

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.4.2 Stratégie de lutte contre l'incendie

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.4.3 *Moyens matériels de lutte contre l'incendie*

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.4.4 *Moyens humains de lutte contre l'incendie*

Voir annexe I (titre 10)

#### 5.4.5 *Moyens matériels de lutte contre l'incendie*

Voir annexe I (titre 10)

### 5.5 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané

Voir annexe I (titre 10)

## 6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### 6.1 Plan de gestion des déchets

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire la quantité de déchets à éliminer, l'exploitant adopte et met en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental prescrit à l'article 1.9 du présent arrêté, un plan de gestion des déchets garantissant, par ordre de priorité, la prévention des déchets, leur préparation en vue du réemploi, leur recyclage ou leur valorisation d'une autre manière.

### 6.2 Gestion des déchets

La gestion des déchets est organisée sur plusieurs zones :

- une aire, désignée ZJ2, de tri des déchets ;
- une aire extérieure, désignée ZR, de stockage de déchets en bennes ;
- une aire extérieure, désignée ZN, de stockage des emballages de matières premières vides et de palettes bois ;



- une aire extérieure, désignée ZS, de stockage de déchets métalliques en benne ;
- une cellule, désignée ZS4, de stockage de déchets dangereux en petites quantités générés par le laboratoire de recherche et développement. Ces déchets sont conditionnés en flacons stockés sur des rétentions séparées suivant la nature des produits (acides, bases et solvants) ;
- l'aire extérieure, désignée ZL, de stockage de matières premières en gros récipients en vrac ou fûts qui comprend une aire dédiée au stockage de déchets dangereux.

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets	Quantités maximales stockées sur site (en tonne)	Conditions de stockage
Déchets non dangereux	20 01 01	Papiers et cartons	1	Zone ZJ2
	20 01 39	Plastiques (films)	0,5	Zone ZR
	20 03 01	Déchets ménagers	1,5	/
	19 12 07	Bois – palettes usagées	5	Zone ZN
	20 01 40	Métaux et ferrailles	5	Zone ZS
Déchets dangereux	08 01 11*	Déchets souillés de résines/peintures	7	Zone ZLi
		Déchets souillés de vernis	28	Zone ZL
		Solvants usagés	9	Zone ZLi
		Solvants usagés	25	Cuve vrac R003
	08 01 19*	Eaux de nettoyage	28	Cuve vrac Z10 et stockage conditionné en zone ZL
	15 01 10*	Emballages souillés	4	Zone ZL
		Containers plastique usagés	8	Zone ZN
		Fûts usagés	5	Zone ZN
	15 02 02*	Matériaux souillés	1	Zone ZL
	08 02 01*	Big bag/sacs souillés	1,5	Zone ZR
	16 03 05*	Déchets Toxiques en Quantité Dispersée (DTQD)	1	Zone ZS4
	16 05 06*			
	16 03 05*	Déchets poudre	1	Zone ZL

#### 6.2.1 Dispositions spécifiques

En lien avec le plan de plan de gestion des déchets prescrit à l'article 6.1 du présent arrêté, l'exploitant procède au recyclage interne :

- des productions non conformes, dès que cela est techniquement possible, dans d'autres cycles de production ;
- du solvant de nettoyage utilisé au sein de l'unité de production ECODEX ;
- du solvant de nettoyage utilisé au sein de l'unité de production V70 en tant que matière première dans les cycles de production, dès que cela est techniquement possible, ou en tant que solvant de dilution.

L'exploitant établit le suivi des quantités de déchets ainsi évitées. Ce suivi est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## 7 CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENTS CONNEXES

### 7.1 Conditions particulières applicables au fonctionnement de l'établissement

#### 7.1.1 Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

### 7.1.2 Interdiction de stationnement et gestion des flux de livraisons et expédition

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour interdire le stationnement, notamment des poids-lourds entrant ou sortant du site, sur l'espace situé entre la voirie communale et le portail de l'entrée principale du site.

Afin d'optimiser le trafic routier dans l'environnement du site, l'exploitant :

- met en place une organisation des réceptions des livraisons sur le site et des expéditions permettant de réguler le flux de poids-lourds tout au long de la journée (matin et après-midi) ;
- communique auprès de ses prestataires de transport les informations relatives au plan de circulation permettant de quitter ou rejoindre le site en imposant un passage par la rue Beausoleil. Un contrôle du respect des consignes de circulation est réalisé ponctuellement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification de ce contrôle.

## 7.2 Activités liées au laboratoire de recherche et développement

Toute activité conduite par le personnel du laboratoire de recherche et développement au sein du site et en dehors du bâtiment du laboratoire de recherche, est décrite et couverte par les procédures applicables dans le cadre de l'exploitation courante du site de production ou, si nécessaire, par des procédures spécifiques. Le cas échéant, ces procédures spécifiques sont cohérentes avec les exigences fixées en matière de maîtrise des risques et des pollutions par les procédures génériques applicables au site et les prescriptions du présent arrêté.

Le personnel du laboratoire de recherche et développement est informé des procédures et formé en conséquence. L'exploitant est à tout instant en capacité de justifier de la qualification ou de l'habilitation de chaque intervenant du laboratoire de recherche et développement à exercer une activité en dehors du bâtiment du laboratoire de recherche.

## 7.3 Hauteur des cheminées vis-à-vis de la prise en compte des obstacles

Afin de limiter l'impact paysager de l'élévation des cheminées de l'unité de production V70 (conduits n° 3 et 4 définis au 2.1.3 du présent arrêté), il est dérogé aux articles :

- 6.2.2 point B de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique n° 2910 ;
- 54 à 55 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

pour le calcul de la hauteur minimale des cheminées de rejet des émissions atmosphériques.

La dérogation qui porte sur la prise en compte des obstacles proches des cheminées conduit à fixer la hauteur de la cheminée :

- de la chaudière V70 (conduit n° 3) à 14 m au lieu de 29,5 m ;
- du laveur de gaz (conduit n° 4) à 14 m au lieu de 21,6 m.

## 7.4 Applicabilité des arrêtés ministériels de prescriptions générales

Les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés sont applicables aux installations selon les dispositions suivantes :

Arrêté ministériel du	Installations où l'arrêté est applicable	Installations où l'arrêté n'est pas applicable	Conditions spécifiques d'applicabilité
23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux	Ensemble du site	/	/

installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 4510			
AM 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 4511	Ensemble du site	/	/
14/01/2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 2662	Ensemble du site	/	/
20/04/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748	Ensemble du site	/	Spécifiquement pour la seule unité Ecodex : suivant dispositions de l'art. 2 pour les installations existantes
10/11/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4410, 4411, 4420, 4421 ou 4422	Stockage des peroxydes organiques (bâtiment ZM)	Reste du site	/
19/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous la rubrique 1434	Unité Ecodex	/	Selon les dispositions de l'annexe IV de l'arrêté
22/12/2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747	Ensemble du site	/	Spécifiquement pour la seule unité Ecodex : selon les annexes II et IV
03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation	Ensemble du site	/	Spécifiquement pour la seule unité Ecodex : selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté
01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 4331	Unités V70 et Ecodex	/	Spécifiquement pour la seule unité Ecodex : selon les dispositions des annexes VII et IX de l'arrêté  Spécifiquement pour la seule unité V70 : suivant dispositions de l'art. 1 pour les installations nouvelles (avec aménagement art. 13)
05/12/2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2915	Unité Ecodex	Reste du site	Selon les modalités de l'annexe III de l'arrêté
03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations soumises à déclaration	Chaufferie de l'unité V70 (sauf dérogation Art. 6.2.2 point B)	Reste du site	/

tion au titre de la rubrique 2910			
13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978	Ensemble du site	/	/

## **8 DISPOSITIONS FINALES**

### **8.1 Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **8.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **8.3 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Tournus et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Tournus pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir :

- les communes de Lacrost, Préty, Le Villars, Plottes, Ozenay, boyer, Vers et Mancey ;
- et les communautés de communes Mâconnais-Tournugeois et Entre Saône et Grosne ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **8.4 Exécution, copies et notification**

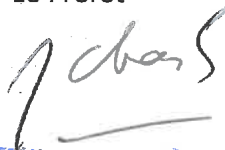
Le secrétaire général de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur départemental des territoires de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de la commune de Tournus ;
- aux maires des communes de Lacrost, Préty, Le Villars, Plottes, Ozenay, boyer, Vers et Mancey ;
- aux présidents des communautés de communes Mâconnais-Tournugeois et Entre Saône et Grosne ;
- à l'unité interdépartementale Jura Saône-et-Loire de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Chalon-sur-Saône.

Le présent arrêté est notifié à la société THE VALSPAR (FRANCE) CORPORATION SAS.

Fait à Mâcon, le 18 MAI 2022

Le Préfet

  
Julien CHARLES

